



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à la modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme
de la commune de Barby (Savoie)**

Décision n°2018-ARA-DUPP-001031

Décision du 25 septembre 2018
après examen au cas par cas
en application des articles R.104-28 et suivants du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L104-1 à L104-8 et R104-1 à R104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision du 2 mai 2018 de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2018-ARA-DUPP-001031, présentée par la communauté d'agglomération du Grand Chambéry le 27 juillet 2018, relative à la modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de Barby ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 2 août 2018 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de Savoie en date du 2 août 2018 ;

Considérant la nature des modifications projetées, qui consistent notamment en :

- une adaptation de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du secteur déjà urbanisé du centre-bourg « Trousse », qui permet notamment la réalisation de 120 logements, au lieu de 80 à 100 initialement prévus, pour une surface de plancher inchangée ;
- une modification de certains articles du règlement écrit sur ce secteur ;
- la suppression de l'interdiction des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en zone AU1 du secteur « Plaine » en vue de permettre la réalisation ultérieure d'une chaufferie biomasse dans un secteur déjà aménagé ;

Considérant que le projet de chaufferie bio-masse envisagé en zone AU1 du PLU s'inscrit dans le cadre d'une production d'énergie renouvelable et que ses effets environnementaux seront étudiés notamment dans le cadre d'une autorisation environnementale ;

Considérant que les adaptations du secteur « Trousse » ne sont pas susceptibles d'engendrer d'impact négatif significatif sur l'environnement et la santé ;

Considérant au regard des éléments fournis par la commune, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à ce stade, que le projet de modification simplifiée n°5 du PLU de la commune de Barby (Savoie) n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de modification simplifiée n°5 du PLU de la commune de Barby (73), objet de la demande n°2018-ARA-DUPP-001031, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

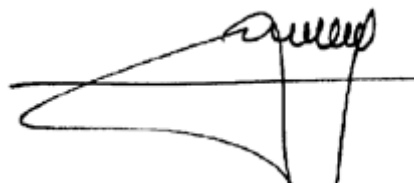
Article 2

La présente décision ne dispense pas la procédure objet de la présente décision des autorisations et avis auxquels elle peut être soumise par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'François Duval', written over a horizontal line.

François DUVAL

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes-siège de Clermont-Ferrand
siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1